

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 12 JUILLET 1927

Projet de Loi relatif à l'exécution sur territoire belge des décisions des tribunaux arbitraux mixtes, institués par les Traités de paix entre la Belgique et les Etats ex-ennemis.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

Les divers traités conclus par la Belgique avec les Etats qui furent ses ennemis durant la guerre mondiale 1914-1918 consacrent l'institution de tribunaux arbitraux mixtes chargés de l'examen et de la solution des nombreux conflits d'intérêts privés ayant surgi avant et pendant la guerre entre ex-ennemis.

Pour l'Allemagne, ces tribunaux sont institués par la section VI de la partie X du Traité de Versailles, approuvé par la loi du 10 septembre 1919.

Pour l'Autriche, ils sont institués par la section VI de la partie X du Traité de Saint-Germain-en-Laye, approuvé par la loi du 5 juillet 1920.

Pour la Hongrie, ils sont institués par la section VI de la partie X du Traité de Trianon, approuvé par la loi du 17 juillet 1921.

Pour la Bulgarie, ils sont institués par la section VI de la partie IX du Traité de Neuilly, approuvé par la loi du 27 novembre 1919.

Pour la Turquie enfin, ils sont institués par la section V de la partie III du Traité de Lausanne, partie à laquelle la Belgique a accédé en vertu de la loi du 30 décembre 1924.

Tous ces traités contiennent une disposition ainsi conçue :

« Les Hautes Parties contractantes conviennent de considérer les décisions

du Tribunal arbitral mixte comme définitive, et de les rendre obligatoires pour leurs ressortissants. »

Cette disposition fait l'objet de l'article 304g du Traité de Versailles, de l'article 256g du Traité de Saint-Germain, de l'article 239g du Traité de Trianon, de l'article 188g du Traité de Neuilly, et de l'article 94 du Traité de Lausanne. Dans ce dernier traité, elle est renforcée et précisée par la phrase complémentaire : « ... et d'en assurer l'exécution sur leurs territoires dès que la notification des sentences leur sera parvenue, sans qu'il soit besoin d'aucune procédure d'exécution. »

Il convient donc, vu les engagements susdits pris par la Belgique, d'organiser la procédure nécessaire pour assurer l'exécution, sur le territoire belge, des décisions des dits tribunaux arbitraux mixtes, de la manière la plus rapide, la plus simple et la plus efficace possible.

Cette réglementation est dans le domaine exclusif du législateur qui, en votant et sanctionnant les lois approuvant ces traités, n'a fait que ratifier un engagement signé par les plénipotentiaires belges, celui de prendre les mesures nécessaires pour rendre obligatoires pour les citoyens belges les décisions des tribunaux arbitraux mixtes. Il n'a pas encore édicté l'ordre impératif à ces nationaux d'exécuter ces décisions.

Cela ne suffirait d'ailleurs pas. Il faut organiser une procédure, régler les conditions et formes dans lesquelles l'exécution des décisions sera poursuivie, déterminer quel sera le tribunal compétent pour connaître des difficultés relatives à cette exécution. Ce sont là toutes matières que la législation en vigueur n'a pas prévues et qui font l'objet du présent projet de loi.

L'organe d'exécution le mieux qualifié, concentrant en principe entre ses mains la direction de la poursuite, doit être, semble-t-il, l'agent général du Gouvernement belge nommé près les tribunaux arbitraux mixtes en vertu des dispositions des Traités de paix.

Dans deux cas, il sera même nécessaire que cet agent agisse d'office :

1^o Lorsqu'il s'agira du recouvrement des frais auxquels un plaideur belge aura été condamné et qui doivent être versés à la caisse du tribunal en vertu des règlements de procédure arrêtés par ces juridictions dans la plénitude de leur droit;

2^o Lorsqu'il s'agira du recouvrement de dettes belges soumises par les traités au régime des Offices de vérification et de compensation, dans les cas où pareils offices ont été institués entre Etats ex-belligérants : dans ces cas, en effet, les fonds recueillis ne sont pas versés au créancier ex-ennemi, ni à l'office adverse, mais leur montant est porté au crédit du dit office et est retenu par l'Office belge jusqu'au paiement intégral des sommes dues à la Belgique ou à ses ressortissants du chef de la guerre (voir par exemple l'annexe § 11 à l'article 296 du Traité de Versailles).

En dehors de ces deux cas, il convient d'habiliter l'agent général du Gouvernement belge à agir à la demande des bénéficiaires étrangers de condamnations, pour éviter à ceux-ci les difficultés résultant des démarches à faire auprès des organes belges d'exécution, tout en réservant aux dits bénéficiaires le droit d'agir par eux-mêmes, s'ils l'estiment plus opportun.

L'article 1^{er} du projet de loi affirme la force obligatoire et exécutoire que la Belgique s'est engagée à attribuer sur son territoire aux décisions des tribunaux mixtes. Cet article organise la création du titre exécutoire formant la base des poursuites; la copie de la sentence, certifiée conforme par le secrétaire belge nommé auprès de chacun des tribunaux arbitraux mixtes, est revêtue par l'agent général du Gouvernement belge de la formule exécutoire belge et constitue, ainsi formée, la grosse de la sentence; celle-ci, et l'acte de sa signification à partie, sont exemptés de tous droits fiscaux par l'article 6.

L'article 2 règle les formes de la poursuite, soit à la requête de l'agent général du Gouvernement, soit à la requête de la partie intéressée, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

L'article 3 assimile, au point de vue du recouvrement des droits fiscaux, la poursuite exercée d'office par l'agent général du Gouvernement belge à celle qui est exercée d'office par le ministère public belge en matière répressive. La même assimilation est adoptée dans le cas où le dit agent agit à la demande d'une partie étrangère dont il atteste l'indigence.

L'activité de tous les tribunaux arbitraux mixtes étant temporaire, il importait d'assurer, après leur dissolution, la conservation de leurs sentences et de confier celles-ci à un organisme permanent; le greffe du tribunal de première instance de Bruxelles a paru propre à l'accomplissement de cette mission, avec l'obligation pour le greffier de délivrer expédition des sentences dans des formes identiques à celles qui ont été adoptées pour la période d'activité des tribunaux arbitraux mixtes : c'est l'objet de l'article 4.

L'article 5 centralise au Tribunal de première instance de Bruxelles la connaissance des difficultés auxquelles peut donner lieu l'exécution. Cette disposition est inspirée par l'article 51 de la loi du 25 mars 1876; par conséquent, elle

ne fait pas obstacle à l'application de l'article 806 du Code de procédure civile.

L'article 6 exempté de tous droits fiscaux, non seulement, l'expédition des sentences et leur signification, mais aussi les actes et documents sur lesquels sont basées les sentences et auxquels celles-ci font allusion.

Il est, en effet, dans le vœu des auteurs des traités que l'exécution des sentences de ces tribunaux internationaux ne soit entravée par aucune difficulté.

Le Ministre de la Justice,
HYMANS.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 12 JULI 1927

Wetsontwerp betreffende de tenuitvoerlegging op Belgisch grondgebied van de beslissingen der gemengde scheidsgerechten bij de Vredesverdragen ingesteld tusschen België en de gewezen vijandelijke Staten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De verschillende verdragen door België gesloten met de Staten die tijdens den wereldoorlog 1914-1918 zijn vijanden waren, huldigen de instelling van gemengde scheidsgerechten, belast met het onderzoek en de oplossing van de talrijke geschillen over private belangen, die vóór en tijdens den oorlog onder gewezen vijanden oprezen.

Voor Duitschland werden die rechtbanken ingesteld bij afdeeling VI van deel X van het Verdrag van Versailles, goedgekeurd bij de wet van 10 September 1919.

Voor Oostenrijk werden zij ingesteld bij afdeeling VI van deel X van het Verdrag van Saint-Germain-en-Laye, goedgekeurd bij de wet van 5 Juli 1920.

Voor Hongarije werden zij ingesteld bij afdeeling VI van deel X van het Verdrag van Trianon, goedgekeurd bij de wet van 17 Juli 1921.

Voor Bulgarije werden zij ingesteld bij afdeeling VI van deel IX van het Verdrag van Neuilly, goedgekeurd bij de wet van 27 November 1919.

Voor Turkije eindelijk werden zij ingesteld bij afdeeling V van deel III van het Verdrag van Lausanne, deel tot hetwelk België krachtens de wet van 30 December 1924 toegetreden is.

Al die verdragen bevatten een bepaling die luidt als volgt :

« De Hooge Verdragsluitende partijen komen overeen de beslissingen van het gemengd Scheidsgerecht als onherroepelijk te beschouwen en ze voor hunne onderhoorigen verplichtend te maken. »

Die bepaling komt voor in artikel 304g van het Verdrag van Versailles, in artikel 256g van het Verdrag van Saint-Germain, in artikel 239g van het Verdrag van Trianon, in artikel 188g van het Verdrag van Neuilly en in artikel 94 van het Verdrag van Lausanne. In dit laatste verdrag wordt zij versterkt en nader omschreven door de aanvullende zinsnede : « ... en de uitvoering der uitspraken op hunne grondgebieden te verzekeren, zoodra er hun kennis van gegeven werd, zonder dat eenige procedure van uitvoerbaar-verklaring noodig is ».

Het komt dus gepast voor, gelet op de hooger gemelde door België aangegane verbintenissen, de rechtspleging in te richten die vereischt is om de tenuitvoerlegging op Belgisch grondgebied van de beslissingen van gezegde gemengde scheidsgerechten op de snelste, eenvoudigste en meest doeltreffende wijze te verzekeren.

Die regeling behoort uitsluitend tot het domein van den wetgever, die door

het aannemen en bekrachtigen van de wetten tot goedkeuring van die verdragen, niets anders gedaan heeft dan zijne goedkeuring hechten aan een door de Belgische gevolmachtigden ondertee-kende verbintenis, namelijk de verbinten-
 is de noodige maatregelen te treffen om de beslissingen van de gemengde scheidsgerichten voor de Belgische bur-
 gers verplichtend te maken.

De wetgever heeft voor zijne landge-
 nooten nog het gebiedend bevel niet uitgevaardigd om die beslissingen ten uitvoer te leggen. Dat zou trouwens niet volstaan. Er moet een rechtspleging ingericht worden; de voorwaarden en vormen waarin de tenuitvoerling der be-
 slissingen zal vervolgd worden, moeten worden geregeld; de rechtbank die be-
 voegd zal zijn om kennis te nemen van de moeilijkheden in verband met dieten-
 uitvoerlegging moet bepaald worden. Al
 die zaken werden in de bestaande wet-
 geving niet voorzien: zij worden behan-
 deld in het onderhavig wetsontwerp.

Het meest aangewezen uitvoerings-
 orgaan, dat principieel de leiding van
 de vervolging in zijn handen samentrekt,
 moet, zoo lijkt het toch, de agent
 generaal van de Belgische Regeering zijn,
 die krachtens de bepalingen van de Vre-
 desverdragen, bij de gemengde scheids-
 gerechten benoemd is.

In twee gevallen zal het zelfs noodig
 zijn dat die agent ambtshalve optreedt:

1^o Wanneer het de invordering geldt
 van de kosten waarin een Belgische
 partij zal verwezen zijn en die, krachtens
 de reglementen van rechtspleging door
 die rechtbanken in de volheid van hun
 recht vastgesteld, in de kas van de recht-
 bank moeten gestort worden;

2^o Wanneer het de invordering geldt
 van Belgische schulden, die bij de Vredes-
 verdragen onderworpen werden aan het
 regiem van de onderzoeks- en vergoe-
 dingsdiensten in de gevallen waarin der-
 gelijke diensten tusschen gewezen oorlog-
 voerende Staten ingesteld werden: in die
 gevallen immers worden de ontvangen
 bedragen niet gestort aan den gewezen

vijandelijken schuldeischer noch aan
 den dienst van de tegenpartij, maar het
 bedrag er van wordt ingeschreven op het
 crediet van bedoelden dienst en wordt
 door den Belgischen Dienst ingehouden
 tot na de volledige afbetaling van de
 aan België of zijne onderhoorigen we-
 gens oorlogsfeiten verschuldigde bedra-
 gen. (Zie b. v. bijlage § 11 bij artikel 296
 van het Verdrag van Versailles.)

Buiten die twee gevallen moet de agent
 generaal van de Belgische Regeering
 in staat worden gesteld om op te treden
 op verzoek van vreemdelingen die uit
 een veroordeeling voordeel trekken, ten
 einde hun moeilijkheden te sparen voort-
 spruitende uit de stappen bij de Bel-
 gische uitvoeringsorganen te doen, ter-
 wijl hun tevens het recht wordt voorbe-
 houden om, indien zij het gepast achten,
 zelf op te treden.

Bij het eerste artikel van het wetsont-
 werp wordt de verplichtende en execu-
 toriale kracht bevestigd, die België zich
 verbonden heeft op het Belgisch grond-
 gebied aan de beslissingen der gemengde
 scheidsgerichten toe te kennen. Bij dat
 artikel wordt datgene geregeld dat den
 executorialen titel vormt, die de vervol-
 gingen ten grondslag ligt; het afschrift
 van de uitspraak, eensluitend verklaard
 door den Belgischen secretaris, die bij
 ieder gemengd scheidsgerecht benoemd
 is, wordt door den agent generaal van
 de Belgische Regeering voorzien van
 de Belgische formule tot tenuitvoerleg-
 ging en vormt, aldus opgemaakt, de
 grosse van de uitspraak. Deze grosse en
 de akte van haar beteekening aan de
 partij worden, bij artikel 6, van alle
 fiscale rechten vrijgesteld.

Bij artikel 2 worden de vormen gere-
 geld, waarin de vervolging moet geschie-
 den, hetzij op vordering van den agent
 generaal der Regeering, hetzij op vor-
 dering van de betrokken partij, zooals
 hierboven gezegd is.

Bij artikel 3 wordt, wat betreft de in-
 vordering der fiscale rechten, de ver-
 volging, ambtshalve ingesteld door den
 agent generaal der Belgische Regeering,
 gelijkgesteld met die welke in strafzaken

ambtshalve ingesteld wordt door het Belgisch Openbaar Ministerie. Dezelfde gelijkstelling wordt aangenomen in het geval waarin bedoelde agent optreedt op verzoek van een vreemde partij, waarvan hij het onvermogen betuigt.

Daar de bedrijvigheid van al de gemengde scheidsgerechten tijdelijk is, kwam het er op aan, na hun ontbinding, de bewaring van hun uitspraken te verzekeren, en deze aan een bestendig organisme toe te vertrouwen; de griffie van de rechtbank van eersten aanleg te Brussel leek geschikt tot het vervullen van die opdracht, onder verplichting voor den griffier om uitgiften van de uitspraken te verstrekken in dezelfde vormen als toen de gemengde scheidsgerechten fungeerden. Dit punt wordt behandeld in artikel 4.

Bij artikel 5 wordt de kennisgeving van de moeilijkheden, waartoe de tenuitvoerlegging aanleiding geven kan, ge-

centraliseerd in de Rechtbank van eersten aanleg te Brussel. Die bepaling steunt op artikel 51 van de wet van 25 Maart 1876 : bijgevolg is zij geen beletsel voor de toepassing van artikel 806 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

Bij artikel 6 worden van alle fiscale rechten vrijgesteld niet alleen de uitgiften van de uitspraken en dezer be-teekening, maar eveneens de akten en bescheiden waarop die uitspraken gegrond zijn en waarop zij zinspelen.

Het strookt inderdaad met den wensch van de verdragsluitende partijen, dat de tenuitvoerlegging van de uitspraken van die internationale rechtbanken door geen enkele moeilijkheid in den weg gestaan wordt.

De Minister van Justitie,
HYMANS.

(ANNEXE AU N° 193)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1926-1927

Projet de Loi relatif à l'exécution sur territoire belge des décisions des tribunaux arbitraux mixtes, institués par les Traités de paix entre la Belgique et les Etats ex-ennemis.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous, présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les décisions des tribunaux arbitraux mixtes, institués entre la Belgique et les Etats ex-ennemis, par les Traités de Versailles, de Saint-Germain-en-Laye, de Trianon, de Neuilly et de Lausanne, produites en copies délivrées et signées par le secrétaire belge du tribunal arbitral mixte qui a statué, ont, en Belgique, l'autorité de la chose jugée et peuvent y être mises à exécution, à condition qu'elles soient revêtues de la formule exécutoire des arrêts et jugements des Cours et tribunaux.

(BIJLAGE BIJ N° 193.)

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1926-1927.

Wetsontwerp betreffende de tenuitvoerlegging, op Belgisch grondgebied, van de beslissingen der gemengde scheidsgerichten bij de Vredesverdragen ingesteld tusschen België en de gewezen vijandelijke Staten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De beslissingen van de, door de Verdragen van Versailles, Saint-Germain-en-Laye, Trianon, Neuilly en Lausanne tusschen België en de gewezen vijandelijke Staten ingestelde, gemengde scheidsgerichten, overgelegd in afschriften afgeleverd en ondertekend door den Belgischen secretaris van het gemengd scheidsgerecht dat uitspraak heeft gedaan, hebben in België kracht van gewijsde en kunnen er worden tenuitvoer gelegd, mits zij voorzien zijn van de formule tot tenuitvoerlegging van de arresten en vonnissen der hoven en rechtbanken.

Cette formule est apposée par l'agent général du Gouvernement belge près le tribunal arbitral mixte qui a rendu la décision.

ART. 2.

S'il s'agit du recouvrement d'une dette belge dont le paiement doit, en vertu des dits traités, être effectué par l'intermédiaire des Offices de vérification et de compensation ou s'il s'agit uniquement du recouvrement d'une condamnation aux frais et dépens prononcée par un tribunal arbitral mixte, l'exécution est poursuivie d'office par l'agent général du Gouvernement belge près ce tribunal.

Dans tous les autres cas, elle est poursuivie par la partie intéressée ou par l'agent général du Gouvernement belge agissant à la demande de cette partie et pour elle.

ART. 3.

Lorsque l'exécution est poursuivie d'office, les frais nécessités par les actes et procédures de cette exécution sont, conformément à l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1920, portant règlement sur les frais de justice en matière répressive, avancés par l'Administration de l'enregistrement et des domaines, fixés, payés et, le cas échéant, recouvrés à charge de la partie poursuivie.

Les actes auxquels les procédures donnent lieu sont visés pour timbre, enregistrés et inscrits au greffe en débet lorsque ces formalités sont exigées par les lois.

Il en est de même lorsqu'un agent général du Gouvernement belge agit à la demande d'une partie dont il atteste l'indigence au bas de l'expédition de la décision à exécuter; il est fait mention de cette attestation dans tous les exploits et autres actes d'exécution de la décision.

Bedoelde formule wordt aangebracht door den agent generaal van de Belgische Regeering bij het gemengd scheids-gerecht dat de beslissing heeft verleend.

ART. 2.

Geldt het de invordering van een Belgische schuld, waarvan de betaling, krachtens voornoemde verdragen, behoort gedaan door tusschenkomst van de onderzoek- en vergoedingsdiensten, of geldt het alleen de invordering van gerechtskosten, waarin bij eene, door een gemengd schiedsgerecht uitgesproken, veroordeeling verwezen werd, dan wordt de tenuitvoerlegging ambts-halve vervolgd door den agent generaal van de Belgische Regeering bij die rechtbank.

In al de andere gevallen, wordt die tenuitvoerlegging vervolgd door de belanghebbende partij of door den agent generaal van de Belgische Regeering, optredend op verzoek van, en voor die partij.

ART. 3.

Wanneer de tenuitvoerlegging ambts-halve wordt vervolgd, worden de kosten, door de akten en verrichtingen van die tenuitvoerlegging veroorzaakt, overeenkomstig het Koninklijk besluit van 1 September 1920 tot regeling van de gerechtskosten in strafzaken, voorgeschoten door het Bestuur van registratie en domeinen, begroot, betaald en, desgevallend, ingevorderd ten laste van de vervolgte partij.

De akten waartoe de rechtspleging aanleiding geeft, worden ter zegeling geteekend, geregistreerd en ter griffie in debet ingeschreven, wanneer die formaliteiten door de wet vereischt zijn.

Hetzelfde geschiedt wanneer een agent generaal van de Belgische Regeering optreedt op verzoek van een partij, van wier onvermogenheid hij getuigt aan den voet van de uitgifte der ten uitvoer te leggen beslissing; van deze getuigenis wordt melding gemaakt op al de exploit en andere akten tot tenuitvoerlegging van de beslissing.

ART. 4.

Lorsqu'un tribunal arbitral mixte aura terminé ses travaux et sera dissous, l'agent général du Gouvernement belge déposera au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles les copies certifiées conformes par le secrétaire belge, de toutes les décisions rendues par chacun de ces tribunaux.

Le greffier du tribunal de première instance de Bruxelles en délivrera aux parties des expéditions revêtues de la formule exécutoire des arrêts et jugements des Cours et tribunaux.

Moyennant quoi, ces décisions pourront être mises à exécution en Belgique sur la poursuite de la partie intéressée.

ART. 5.

Les contestations élevées sur l'exécution en Belgique des décisions d'un tribunal arbitral mixte, revêtues de la formule exécutoire, sont portées au tribunal de première instance de Bruxelles.

ART. 6.

Sont affranchis des droits de timbre et de greffe et exempts de la formule de l'enregistrement tous les actes de procédure devant les tribunaux arbitraux mixtes y compris les décisions et leur signification ainsi que les actes et pièces produits par les parties à l'appui de leurs prétentions devant ces tribunaux.

Donné à Bruxelles, le 8 juillet 1927.

ART. 4.

Wanneer een gemengd scheidsgerecht zijn verrichtingen geëindigd heeft en ontbonden wordt, zal de agent generaal van de Belgische Regeering, de door den Belgischen secretaris voor echt verklaarde afschriften van al de beslissingen door elk van die rechtbanken verleend, ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg te Brussel neerleggen.

De griffier van de rechtbank van eersten aanleg te Brussel zal hiervan aan partijen uitgiften afleveren, voorzien van de formule tot tenuitvoerlegging van de arresten en vonnissen van de hoven en rechtbanken.

Daarna zullen die beslissingen in België op vordering van de belanghebbende partij kunnen worden ten uitvoer gelegd.

ART. 5.

De betwistingen, gerezen over de tenuitvoerlegging, in België, van de beslissingen van een gemengd scheidsgerecht, waarop de formule tot tenuitvoerlegging is aangebracht, worden bij de rechtbank van eersten aanleg te Brussel aanhangig gemaakt.

ART. 6.

Zijn vrij van zegel- en griffierechten en ontheven van de registratieformule, al de proceshandelingen voor de gemengde scheidsgerichten, waaronder zijn begrepen de beslissingen en dezer betekening, alsmede de akten en stukken die door partijen tot staving van hun vorderingen voor die rechtbanken worden overgelegd.

Gegeven te Brussel, den 8ⁿ Juli 1927.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

HYMANS.